

CET ETE A BURE, RAMENE TA PIOCHE ! ON A 10 JOURS POUR ENTERRER L'ANDRA

La gestion des déchets nucléaires n'a et n'aura jamais de solution. Ils seront toujours là, que ce soit à 500 mètres sous terre ici à Bure, comme ailleurs. L'urgence n'est pas à leur gestion, mais à l'arrêt de leur production. Si l'industrie de l'atome et l'État souhaitent enterrer le problème aussi vite que possible, c'est bien pour continuer d'en produire. Nous nous opposons à la destruction de nos lieux de vie, dans la Meuse comme ailleurs, ainsi qu'à la poursuite du nucléaire de tout temps.

Nous vous proposons de nous rejoindre à Bure du 1er au 10 août pour prendre le temps d'amplifier ensemble l'opposition concrète à CIGEO et son monde.

LE TOMBEAU DU NUCLEAIRE

Après un demi-siècle d'empoisonnement, l'industrie nucléaire n'a pas de solution face à la radioactivité des déchets nucléaires. Partant de cette incapacité, l'État veut imposer l'enfouissement et ses méthodes toujours plus mafieuses : mascarade démocratique, accaparement des territoires, autoritarisme et violence.

Après s'être faite dégager de nombreux autres sites dans les années 80, l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs en France (ANDRA) s'est installée pour une étape de recherche dans le département de la Meuse, à Bure, depuis 1993.

Zone à faible population (7 habitant-e-s/km²), Bure est un endroit rêvé pour entasser les pires déchets de l'inhumanité. Depuis 2001 existe un laboratoire souterrain et en 2006, malgré la conclusion du Débat Public comportant des réserves sur le stockage profond, l'ANDRA projette de le convertir en un « Centre Industriel de Stockage Géologique » (le CIGEO).

Aucun déchet n'est encore là : le gros du chantier pour l'exploitation du site est prévu pour 2017 et les déchets devraient arriver en 2025.

Nous observons, qu'en plus du laboratoire expérimental, des centres d'archivage et d'une ecothèque (sorte de mémoire de l'état pré-nucléaire) déjà présents, des travaux connexes commencent discrètement à voir le jour : élargissement de routes, mise en réserve de terres par la SAFER, coupes dans les forêts alentours, etc.

En parallèle, tout un programme d'accompagnement industriel se déploie dans le sud-Meuse : plate-formes de transport de matière radioactive, plate-formes de stockage pour pièces neuves de centrale, filières scolaires liées au nucléaire.

Les tentatives d'opposition legalistes ont toutes échouées jusqu'alors.

La pétition de 42000 signatures locales demandant un référendum, poubelle !

La conclusion du débat public de 2006 qui comporte des réserves sur le stockage profond, balayée !

Les arrêtés municipaux contre l'enfouissement, insignifiants !



Depuis 10 ans, au sein d'un réseau d'associations locales et nationales et en réponse à l'installation du laboratoire de l'ANDRA, une maison a été achetée avec l'aide des antinucléaires allemands, rénoverée ensuite grâce aux dons et aux investissements personnels des militant-e-s de passage. Cette maison a vocation à être un lieu d'information indépendante, d'organisation d'alternatives énergétiques, ainsi qu'un espace d'accueil et de vie collective. Cette « maison de la résistance à la poubelle nucléaire » a permis aux individu-e-s et collectifs d'ancrer une lutte locale et de permettre la rencontre de nombreuses personnes en lutte.

Si les composantes historiques à Bure mènent sur le terrain depuis 20 ans un travail de sensibilisation, de réseau et de veille des agissements de l'ANDRA de très près, ce projet d'État avance. Pour aller au-delà des formes associatives d'organisation, il devient de plus en plus nécessaire d'agir concrètement contre CIGEO.

POURQUOI NOUS NOUS Y OPPOSONS

Les déchets sont le problème insoluble de l'industrie nucléaire, on ne sait pas les faire disparaître, et ce pour des millions d'années. Leur gestion est le chaînon manquant du programme nucléaire français.

Que l'on soit pour ou contre le nucléaire, l'élite politique voudrait que chacun-e reconnaisse la nécessité de gérer les déchets. Ce n'est ni plus ni moins qu'une stratégie de dépolitisation de la question, sous prétexte de protéger les générations futures. Mais depuis quand l'industrie nucléaire serait humaniste ? Si l'État et l'industrie nucléaire étaient cohérents, ils arrêteraient d'en produire de manière complètement schizophrène. Ça nous éviterait toujours de vivre avec les risques liés à l'existence des centrales et aux transports de matières radioactives.

Alors on nous dit « les déchets sont là », et oui ils sont là, et ils le seront toujours à 500m sous terre. Enterrer la catastrophe ce n'est pas la supprimer : nous ne sortirons plus du nucléaire. Nous ne voulons ni arbitrer ni « proposer une solution » au



problème éternel que représente la gestion des déchets nucléaires, nous ne sommes pas co-gestionnaires, cela reviendrait à produire de l'expertise alternative bénévolement au profit des nucléocrates. Il ne s'agit pas de sensibiliser l'appareil techno-industriel et politique à une meilleure solution pour la gestion des déchets, mais bien d'arrêter la production nucléaire.

La moitié des déchets qu'ils prévoient d'enfouir ne sont pas encore produits... Les stockages actuels sont pleins, et il s'agit maintenant de cacher les déchets gênants et de faire de la place aux futurs déchets de l'industrie nucléaire. De brandir enfin une solution au plus vite afin de légitimer la poursuite du programme « électro-nucléaire ». Autrement dit de perpétuer la catastrophe.

CIGEO répond au même jeu de pouvoir que celui régissant les industries pharmaceutiques, agro-alimentaires...

CIGEO, c'est aussi une opération de marketing vers l'étranger qui vise à donner au complexe nucléaire français l'image d'une maîtrise totale, depuis l'extraction de l'uranium, jusqu'au démantèlement des centrales. Se battre contre CIGEO, c'est combattre la politique énergétique française, qui veut faire de la France l'interrupteur de l'Europe et du Maghreb. Des EPR à l'enfouissement en passant par la THT, CIGEO est l'aboutissement d'une série de nuisances et de l'aménagement du territoire imposés par l'industrie nucléaire. Au-delà de bousiller une région entière, l'enfouissement vise à pérenniser la filière électro-nucléaire, partout, et ainsi assurer de beaux jours à la puissance d'État et au capitalisme. Faire miroiter la croissance avec l'extension du marché européen de l'électricité et des innovations industrielles du tout électrique : des objets connectés aux voitures électriques, aux réseaux intelligents, aux compteurs linky, tout ce beau monde qui nous promet la gestion et l'aménagement de notre cadre de vie.

Les flux de nucléides déjouleront inéluctablement hors de Bure.

Voilà pourquoi nous nous opposons à l'enfouissement, à Bure comme ailleurs.

CIGEO nous concerne toutes et tous !

SE RASSEMBLER CET ETE A BURE

Le blocage du Débat Public de 2013 a permis de redonner un sentiment de force collective à la lutte. La mobilisation de nombreuses personnes opposées au projet localement, y compris de nombreuses associations, témoigne de la volonté de ne plus subir l'impuissance et la dépossession de la lutte face aux mensonges, à la corruption et aux consultations bidons.

Nous ne voulons pas juste informer mais inverser la balance : si ce rassemblement contribuera à mettre un éclairage sur la mobilisation à Bure, il sera surtout l'occasion d'actions concrètes.

Nous partageons depuis plusieurs années des expériences collectives et un commun dans nos pratiques : partage de savoir, recherche de notre autonomie, horizontalité des organisations,

ouverture d'espaces dans lesquels devient possible l'expérimentation collective, bienveillance des un-e-s vis à vis des autres...

Venir à Bure n'implique pas d'être militant-e écologiste ou antinucléaire, mais signifie qu'on croit en la nécessité de s'organiser au-delà de luttes locales. Nous construirons ensemble un espace pour y vivre 10 jours d'échanges de pratiques, de discussions à propos des luttes d'ici et d'ailleurs et sur nos manières de vivre le collectif, dans un esprit anti-autoritaire, soucieux de parer à toute forme de domination.

On abordera la question des luttes actuelles (Bure, ZAD, NoTav, forêt d'Hambach...) et celle de l'évolution des formes de répression et des mouvement réactionnaires, afin de mieux anticiper la lutte à Bure et d'envisager des possibles communs. Cela sera aussi l'occasion de nous organiser en vue de la COP21, sommet climatique intergouvernemental prévu à Paris en décembre 2015.

Esquissons d'autres imaginaires pour nos vies...

Le CIGEO prévu à Bure représenterait 99% de la radioactivité française et ferait ainsi partie des projets européens les plus conséquents des prochaines années. Le site d'enfouissement des déchets de Bure (à 500m sous terre) occupe 200ha de terre agricole, 200ha de forêt et une vallée comblée. A cela s'ajoutent 10 millions de mètres cube de déblais, 2 trains en moyennes par semaine pendant 130 ans. 50 % du volume concerne des déchets non produits ou des pays voisins. L'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) travaille au service du CEA, d'AREVA et d'EDF, parmi d'autres.

Retrouvons-nous pour discuter de nos stratégies avant d'envisager ensemble des modes d'actions collectives, pour ancrer nos résistances, à Bure comme ailleurs.

Camp anti-autoritaire et
anticapitaliste
contre Cigéo*
et son monde
1-10 août 2015
à Bure

contact: vmc@riseup.net



* projet d'enfouissement de déchets nucléaires